

**COORDINATION NATIONALE
DES COMITES DE DÉFENSE DES HÔPITAUX
& MATERNITÉS DE PROXIMITÉ**

**Hôpitaux de Carhaix. Concarneau. Quimperlé.
Pont-l'Abbé. Douarnenez. Landerneau. Redon...
Où arrêteront-ils leur folie ?**

La liste des hôpitaux menacés s'allonge depuis quelques semaines. Landerneau risque de perdre sa chirurgie rapidement. Morlaix est obligé de recevoir la chirurgie privée dans ses murs. Redon se voit refuser ses lits de psychiatrie. Avec Hennebont et Guingamp, la liste est longue des hôpitaux en danger.

Le cas de Carhaix n'est donc pas le seul. Mais c'est le plus symbolique de l'aveuglement des autorités.

Ils veulent fermer maternité et chirurgie, en s'abritant derrière des statistiques qui donneraient froid dans le dos si elles étaient réelles. En échange, ils promettent un hélicoptère à Carhaix (pour mieux supprimer les urgences après ?). Mais que fera t-on des urgences vitales quand il n'y aura plus de chirurgiens à Carhaix et quand l'hélicoptère ne pourra s'envoler, ce qui lui est interdit en cas de mauvais temps et la nuit ... c'est à dire souvent ?

Leur politique, c'est de la non assistance à population en danger.



Carhaix a manifesté avec force tous les jours de la semaine dernière à Quimper. Soyons à leur côté pour Carhaix et pour tous les hôpitaux en danger en Bretagne.

Cette politique est mortifère. Résistons !

Les autorités ont toutes le mot de sécurité à la bouche. Ils n'ont pourtant pas fait dans la dentelle en proposant de fermer rapidement Concarneau, Quimperlé, Pont-L'Abbé et sans doute ensuite Douarnenez la nuit. De 19H00 à 9H00 le lendemain, une population de plusieurs centaines de milliers de personnes ne pourra trouver d'accueil qu'aux urgences de Quimper, déjà surchargées.

Est-ce cela la sécurité ? Bien sûr que non.

Quand il faudra faire cinquante minutes de voiture pour trouver un service d'urgences ou une maternité, ce sera clairement prendre un risque pour sa santé ou celle de sa famille.

Nous avons tous fait le 15. Les délais d'attente sont la plupart du temps inacceptables. Et la réponse du 15 est loin d'être toujours adaptée. C'est une évidence que seuls visiblement les responsables de la santé publique ignorent.

C'est pour cela que les syndicats, les élus et les usagers défendent leur hôpital, leurs urgences, leurs maternités et leurs chirurgies avec autant de volonté.

Nous savons tous que la santé publique va en prendre un sacré coup si nous ne résistons pas aux fermetures.

Monsieur Perrin, avec le soutien actif des DASS et de certains directeurs d'hôpitaux, nous prépare en Bretagne un désert sanitaire public.

Nous vous appelons à participer en tant que salariés, et en tant qu'usagers, aux mobilisations. Après, il sera trop tard. Surtout que le gouvernement veut faire passer une loi inspirée du « Rapport Larcher » à l'automne prochain. Monsieur Larcher est déjà l'auteur d'un rapport sur la privatisation de France Télécom ...

Cette loi supprimera le statut des personnels hospitaliers pour les nouveaux embauchés en le transformant en statut de droit privé. Les hôpitaux deviendront aussi des entreprises de droit privé. Nous vous laissons imaginer les conséquences.

Mobilisons-nous !

Résistance !

**La Bretagne ne doit pas
devenir un désert sanitaire**

Toutes et tous

Devant l'Agence régionale de l'hospitalisation

Vendredi 20 juin - A partir de 14H00